



HAL
open science

De Meadows à Mansholt : l'invention du zégisme

Timothée Duverger

► **To cite this version:**

Timothée Duverger. De Meadows à Mansholt : l'invention du zégisme. *Entropia : Revue d'étude théorique et politique de la décroissance*, 2011. hal-03636012

HAL Id: hal-03636012

<https://hal.science/hal-03636012>

Submitted on 10 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De Meadows à Mansholt : l'invention du « zegisme »

Introduction

Mai 68 « est l'heure de la renaissance intellectuelle de l'anarchisme, parfumé de marxisme libertaire et de situationnisme »¹. L'analyse à chaud d'Edgar Morin n'a rien perdu de sa pertinence. De façon plus générale, ce « choc culturel mondial »² favorise l'émergence de la deuxième crise de la modernité – celle de la « modernité organisée » – identifiée par Peter Wagner³. Cette « critique artiste » accuse la modernité de trahir son objectif libérateur initial en le limitant aux seuls cadres des règlements administratifs et du marché. Le désir de maîtrise par chacun de sa trajectoire biographique l'emporte sur les organisations traditionnelles (partis, syndicats, etc.) jugées dépassées.

C'est à ce même confluent des deux courants libertaires marcusien et situationniste que naît l'écologie politique, dont Mai 68 est « le grand accoucheur »⁴. Le mouvement écologiste français peut alors s'organiser. Une unité de génération apparaît à travers les associations (la FFSPN créée en 1969 ou les Amis de la Terre en 1970), les néoruraux⁵ qui retournent à la nature rurale pour fuir le capitalisme urbain, la presse écolo (l'AJEPN est créée en 1969, *La Hulotte des Ardennes* et *La Gueule ouverte* sont fondées en 1972, *Le Sauvage* en 1973) et le mouvement antinucléaire et pacifiste dont les luttes commencent dès 1971 avec la première manifestation contre la Centrale du Bugey et se poursuivent dans le Larzac à partir de 1972. L'essor de la préoccupation environnementale se traduit finalement politiquement dès 1971 par la désignation de Robert Poujade à la tête du Ministère de la Protection de la nature et de l'Environnement.

Fait alors irruption dans le champ politique une proposition radicale qui vient heurter la croyance dans le progrès, le développement et la croissance, parfaitement représentée par le livre de W.W. Rostow sur *Les Étapes de la croissance économique*⁶. Le rapport du Club de Rome, repris par le Président de la Commission européenne Sicco Mansholt à la veille du premier Sommet de la Terre, est publié en 1972. Il y est question de limiter la croissance! C'est le tollé en France. Le PCF instrumentalise le débat au profit de sa campagne pour le « non » au référendum sur l'élargissement

1 MORIN, Edgar, « La commune étudiante. Les origines », *Le Monde*, 17 mai 1968.

2 WALLERSTEIN, Immanuel, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte, 2009, p.132.

3 WAGNER, Peter, *Liberté et discipline. Les deux crises de la modernité*, Paris, Métailié, 1996, 326p.

4 CANS, Roger, *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delauchaux et Niestlé, 2006, p.108.

5 HERVIEU-LÉGER, Danièle et HERVIEU, Bertrand, *Le retour à la nature. « Au fond de la forêt... l'État »*, La Tour-d'Aigues, Editions de L'Aube, 2005, 235p.

6 ROSTOW, Walt, Whitman, *The Stages of Economic Growth. A non communist manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960.

de la Communauté européenne. La tempête ne fait cependant pas obstacle à une riche réflexion de fond. Mais **comment ce discours anti-système se construit-il au cœur du pouvoir (scientifique et politique)?** En croisant successivement le rapport du Club de Rome et la lettre Mansholt aux discours qui les entourent, et en les replaçant dans leurs contextes politiques, nous verrons comment la réflexivité de certaines élites sur la société qu'elles contribuent à fabriquer les conduit à penser la voie possible d'une bifurcation.

Le rapport du club de Rome

Aurelio Peccei, ancien résistant du mouvement antifasciste *Giustizia e Libertà* et industriel italien dans l'automobile, rencontre par hasard en 1967 le chimiste écossais et premier responsable de la Direction de la science et de la technologie à l'OCDE Alexander King. Tous deux sensibles aux problèmes écologiques de la planète, ils décident d'organiser une rencontre internationale en avril 1968 à l'Accademia dei Lincei de Rome, réunissant une trentaine d'économistes et de scientifiques, pour analyser l'impact des activités humaines sur le monde à partir de données statistiques relatives à la population, à la croissance économique et aux principaux problèmes de la planète (malnutrition, écart de revenus, inefficacité des organisations internationales, épuisement des ressources naturelles, pollutions, etc). Malgré l'échec de la réunion, quelques participants décident de poursuivre les recherches. Naît ainsi le Club de Rome.

Suite à une réunion en 1969 en Autriche et après quelques tergiversations, le Club de Rome confie en 1970 au professeur Denis L. Meadows, du MIT, une recherche prospective et globale sur l'avenir de la planète. Financé notamment par la fondation Volkswagen et s'entourant d'une équipe de dix sept chercheurs, il s'appuie sur un modèle utilisant la dynamique des systèmes, développé au MIT par Jay Forrester. Pour la première fois, un modèle intègre l'impact de la pollution et les contraintes liées aux ressources: c'est le rapport Meadows, soumis au Club de Rome, accepté par lui et publié en 1972⁷. Il retient cinq paramètres en interaction: population, production alimentaire, industrialisation, pollution et utilisation des ressources naturelles non renouvelables.

Plusieurs hypothèses sont formulées à partir de là dans le rapport intitulé *Limits to Growth* (les limites de la croissance). Est d'abord constatée la courbe exponentielle de la croissance démographique. Outre le fait que la croissance économique creuse les inégalités entre les Nords et les Suds, on s'interroge sur les ponctions sur la nature nécessaires à la satisfaction de la population

7 MEADOWS, Denis, *Halte à la croissance? Enquête pour le Club de Rome. Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard, 1972, 314p.

mondiale. Par ailleurs, à la menace en amont de raréfaction des ressources s'ajoute celle en aval de l'économie du gaspillage, des déchets et de la pollution. Les auteurs du rapport insistent ensuite sur le risque d'effondrement lié à la pénurie de matières premières, avant de s'en prendre à la croyance dans le progrès technique: « *Pas d'opposition aveugle au progrès, mais une opposition au progrès aveugle* »⁸. Ils concluent par un appel à l'état stationnaire, à une « *croissance zéro* »: « *L'état d'équilibre global est donc caractérisé par une population et un capital essentiellement stables, les forces qui tendent à les accroître ou à les diminuer étant soigneusement équilibrées* »⁹. De là l'économie pourrait être restructurée dans le sens d'une revalorisation des activités non matérielles de type qualitatif (loisirs, éducation, relations humaines, etc.), soit une déconnexion entre croissance et développement. Le cœur de l'analyse – la reconnaissance de limites physiques à la croissance économique – n'est donc pas pourvoyeur de pessimisme mais participe d'une utopie déjà présente chez J.M. Keynes¹⁰.

Pourtant, de nombreuses et vives critiques sont adressées à ce modèle. Les plus virulentes viennent des économistes néoclassiques. Comme l'économiste américain de l'école des choix publics, William Nordhaus¹¹, qui attaque l'absence de théories économiques ou de vérification empirique, la trop grande sensibilité des variations du modèle, l'absence de régulation par le mécanisme des prix et la prise en compte trop limitée du progrès technique. La critique pouvant aller jusqu'à l'insulte, comme avec Wilfred Beckerman qui commente en 1974 dans *In Defense of economic growth*: « *De quel degré de bêtise devez-vous faire montre pour être admis au Club de Rome?* »¹². Le pape du néolibéralisme et rival de Keynes, Friedrich Hayek, n'a rien à lui envier lorsqu'il déclare le 11 décembre 1974 lors de son discours de réception du prix Nobel d'économie: « *l'immense publicité donnée récemment par les médias à un rapport qui se prononçait au nom de la science sur les limites de la croissance, et le silence de ces mêmes médias sur la critique dévastatrice que ce rapport a reçu de la part des experts compétents, doivent forcément inspirer une certaine appréhension quant à l'exploitation dont le prestige de la science peut être l'objet.* »¹³

Mais la gauche intellectuelle n'est pas en reste, sa critique peut être tout aussi mordante.

8 *Ibid.*, p.249.

9 *Ibid.*, p.275.

10 « *Keynes, qui n'aimait guère les prévisions, pensait néanmoins que vers l'an 2030, la question économique aurait disparu, et la collectivité, apaisée, se consacrerait à l'éducation, aux arts, à la beauté et, n'oublions jamais, au culte de l'amitié.* » MARIS, Bernard, *Keynes ou l'économiste citoyen*, Paris, Presses de Sciences po, 2007, p.96.

11 NORDHAUS, William, « *World Dynamics: Measurement Without Data* », *The Economic Journal*, vol.83, n°332, décembre 1973, p.1156-1183.

12 Cité par CLERC, Denis, « *De l'état stationnaire à la décroissance: histoire d'un concept flou* », *L'Économie politique*, n°22 (avril 2004), pp.76-96.

13 Disponible en ligne: http://nobelprize.org/nobel_prizes/economics/laureates/1974/hayek-lecture.html

L'économiste populationniste français Alfred Sauvy¹⁴ fait le parallèle avec Malthus et démonte la proposition de limitation de la croissance démographique qui repose, selon lui, sur trois illusions: sur ses conséquences économiques, sociales et politiques, sur sa faisabilité, et sur l'appréhension de la population mondiale comme un tout homogène alors qu'elle est hétérogène. Ne niant pas les problèmes soulevés, il dénonce l'attitude prédatrice des Nordis à l'égard des Suds. Le livre est un trait acerbe à l'encontre de tous ceux qui sont tentés par le retour à la nature, il caricature: « *L'idée séduisante de retour à l'état naturel, à une vie végétale, ne dure guère qu'un été et d'une façon très relative. Virgile s'extasiait devant les gémissements des bœufs, mais avait des esclaves pour traire ses vaches. Rousseau fut fort aise de trouver une assistance publique pour élever ses enfants. Quant à Diogène, il devait bien produire quelque chose, ou vivre du travail des autres.* »¹⁵

La lettre Mansholt

Traduit en trente langues et vendu à dix millions d'exemplaires, l'impact médiatique du rapport Meadows est très important alors que s'annonce la première conférence des Nations unies consacrée à l'homme et son milieu, prévue pour le mois de juin 1972 à Stockholm. La polémique enfle d'ailleurs avec la publication par une petite équipe du journal *The Ecologist* fondé en 1969, réunie autour d'Edward Goldsmith, d'un livre intitulé *Blueprint for Survival*¹⁶. Ils proposent un « *Plan pour la survie* ». Tirant les conséquences du rapport du Club de Rome, ils dressent le bilan écologique de la planète et en attribuent les destructions au capitalisme. Établissant un lien de Dieu aux lois de la nature, et des lois de la nature à la société, ils se prononcent en faveur des solidarités organiques traditionnelles et d'une relocalisation des activités autour de communautés autarciques. Ils proposent en outre des mesures vigoureuses visant à un contrôle démographique stricte (fin de l'immigration, contraception, avortement, stérilisation).

Parallèlement à ce discours conservateur, l'un des plus éminents représentants européens s'empare du débat et livre une interprétation toute autre du rapport Meadows. Sicco Mansholt, ancien grand propriétaire terrien, socialiste hollandais et vice-président de la Commission européenne, adresse dès février 1972 une lettre au président de la Commission, Franco-Maria Malfatti, dans laquelle il préconise un plan économique prévoyant « *une forte réduction de la consommation des biens matériels par habitant, compensée par l'extension des biens incorporels [...], la prolongation de la durée de vie de tous les biens d'équipement [...], la lutte contre les*

14 SAUVY, Alfred, *Croissance zéro?*, Paris, Calmann-Lévy, 1973, 328p.

15 *Ibid.*, p.275.

16 GOLDSMITH, Edward, *Changer ou disparaître* (1972), Paris, Fayard, 1973.

pollutions et l'épuisement des matières premières »¹⁷. Il propose également des mesures fiscales et un système de certificats de production pour faire respecter une réglementation écologique, ainsi que la réorientation de la recherche vers l'utilité sociale plutôt que vers la croissance. Et il précise: « *Il est évident que la société de demain ne pourra pas être axée sur la croissance, du moins pas dans le domaine matériel.* »¹⁸

En France, c'est le tollé lorsque le communiste Georges Marchais dévoile la lettre au grand public dans une conférence de presse le 4 avril 1972. Pour lui, le document a été « *dissimulé à l'opinion public* »¹⁹ alors que se profile un référendum sur l'élargissement de la Communauté européenne à quatre nouveaux membres, dont la Grande-Bretagne, contre lequel milite le PCF. *L'Express* s'interroge sur ses motivations et sur les relations entre communistes et socialistes: « *Est-ce par hasard, se demandent les socialistes, si les communistes font du socialiste Mansholt un repoussoir? Est-ce par hasard s'ils s'opposent avec une si grande vigueur à l'entrée dans le Marché Commun de quatre pays où la social-démocratie est particulièrement forte?* »²⁰

La position communiste est partagée par Paul Huvelin, qui réagit pour le Conseil national du patronat français (CNPFF): « *Au nom de la recherche d'une meilleure qualité de la vie [...] faut-il proposer une société de pénurie et de rationnement, ainsi que la nette diminution du niveau de vie actuel ? Cela n'est pas notre politique. Une forte croissance économique est indispensable pour couvrir les immenses besoins non encore satisfaits et améliorer le niveau de vie des plus défavorisés.* »²¹. Toute la droite n'y est cependant pas hostile. Lionel Stoléru, conseiller de Valéry Giscard d'Estaing au ministère de l'Économie et des Finances, avoue ainsi que croissance économique et baisse des inégalités ne sont pas nécessairement corrélés et se déclare favorable à la mise en place d'un revenu garanti et à la modération/réorientation de la croissance, avant de conclure qu'il faut « *compenser la moindre rapidité d'augmentation du niveau de vie par une amélioration plus rapide du mode de vie.* »²²

Les socialistes sont d'abord les moins réticents car ils y voient des correspondances avec l'idéal autogestionnaire²³ qu'ils commencent à défendre. Michel Rocard, secrétaire général du PSU

17 Cité par VIVIEN, Franck-Dominique, *Le Développement soutenable*, Paris, La Découverte, 2005, p.10.

18 MANSHOLT, Sicco, dans un dossier: PASS, Alberte et REBOUL, Laurence, *La Lettre de Mansholt. Réactions et commentaires*, Paris, J.-J. Pauvert, 1972, p.15.

19 *Ibid.*, p.49.

20 *Ibid.*, p.84.

21 *Ibid.*, p.82.

22 STOLÉRU, Lionel, « Croissance zéro et politique économique », *Les Cahiers de la Nef*, « Les objecteurs de croissance », n°52, novembre-décembre 1973, pp.86-87.

23 GEORGI, Frank (dir.), *Autogestion. La dernière utopie?*, Paris, publication de la Sorbonne, 2003, 614p.

lui adresse toutefois un reproche majeur: le primat accordé à des solutions d'ordre technique sur les choix politiques, notamment de rupture avec le régime capitaliste. Il précise, après avoir pris soin de rappeler l'engagement de son parti en faveur de la décentralisation et du contrôle populaire, que « *si, à travers les nombreuses luttes parcellaires auxquelles il [changer la vie, le mot d'ordre né de mai 68] peut donner naissance, nous parvenons à faire apparaître que dès aujourd'hui l'important est la qualité de vie plutôt que la masse des produits consommés, la dignité de chaque individu plutôt que la rapidité de croissance du produit national, alors mais alors seulement, le problème deviendra politique au vrai sens du terme. La voie du socialisme autogestionnaire sera ouverte.* »²⁴ Il en appelle certes à une stratégie de développement différente, mais plutôt fondée sur une autre croissance, qualitative, que sur l'état stationnaire. Le CERES, via Jean-Pierre Chevènement, reconnaît de son côté que: « *[Sicco Mansholt] esquisse l'image d'un socialisme autogestionnaire dans lequel le Parti socialiste n'a pas de peine à se reconnaître* »²⁵. Claude Allègre confirme: « *à cette époque, beaucoup au Parti socialiste que venait de refonder François Mitterrand, furent tentés par la doctrine de la non-croissance. Mais, sous l'influence de jeunes nouveaux responsables comme Lionel Jospin, Pierre Joxe ou Paul Quilès, François Mitterrand finit par la rejeter totalement.* »²⁶. Un refus final que le futur Président de la République explique en 1975 lors d'une conférence de presse: « *Nous ne pensons pas que l'on puisse poser en termes universels la proposition « croissance zéro », représentée comme un nouveau type de civilisation. Non, nous, socialistes, nous ne le pensons pas parce que nous considérons que c'est une vue trop étroite qui touche à certains secteurs de la société, à certaines classes sociales ou à certains pays du monde industriel et que cette formule serait considérée comme un scandale par les peuples du Tiers Monde non producteurs de matière première recherchée, ou simplement par les classes sociales des pays industriels qui ne participent pas pleinement à la croissance.* »²⁷ Il n'en reste pas moins que la remise en cause de la croissance fait son chemin au PS. Une réflexion sur « La finalité de la croissance » est menée en 1977 par le groupe de travail sur la planification démocratique, dont le rapporteur est André Boulloche, député du Doubs et secrétaire national au Plan du PS. Le document de travail affirme d'emblée que « *poser le problème de la finalité de la croissance consiste, selon nous, à poser en fait le VRAI problème* »²⁸. Il s'agit d'engager une « *nouvelle répartition des*

24 ROCARD, Michel, « Changer les enjeux », *Les Cahiers de la Nef*, « Les objecteurs de croissance », n°52, novembre-décembre 1973, p.78.

25 CHEVÈNEMENT, Jean-Pierre, « Rapport Mansholt. Béton, ventres pleins, têtes creuses », *L'Unité*, 21 avril 1972, p.6.

26 ALLÈGRE, Claude, *Ma Vérité sur la planète*, Paris, Plon/Fayard, 2007, p.19.

27 Fondation Jean Jaurès, fonds commission économie années 1970, « Déclaration de François Mitterrand – 31/07/1975 ».

28 FJJ, Commission économie années 1970, « Document de travail du 10/03/1977 sur « la finalité de la croissance » ».

pouvoirs »²⁹ et des « bouleversements fondamentaux des *comportements* sociaux »³⁰ en orientant et organisant le « système productif vers la création de valeur d'usage »³¹. Cependant la réflexion n'aboutit pas. Hélène Hatzfeld analyse avec justesse que « le parti socialiste n'a pas joué avec le feu d'une révolution culturelle. »³²

Sicco Mansholt devient finalement président de la Commission européenne le 22 mars 1972. Il accorde un entretien au *Nouvel Observateur*, au cours de la Conférence de Stockholm. Ce chantre du productivisme technocratique, auteur d'une restructuration de la Politique agricole commune (PAC) visant à dégager des gains de productivité par l'exode rural et l'agrandissement des exploitations, avoue avoir eu une « révélation »³³ à la lecture du rapport du Club de Rome. Il revendique sa conversion: « J'ai compris qu'il était impossible de s'en tirer par des adaptations : c'est l'ensemble de notre système qu'il faut revoir, sa philosophie qu'il faut radicalement changer. » Puis il va au bout de sa pensée: « est-il possible de maintenir notre taux de croissance sans modifier profondément notre société ? En étudiant lucidement le problème, on voit bien que la réponse est non. Alors, il ne s'agit même plus de croissance zéro mais d'une croissance en dessous de zéro. Disons-le carrément : il faut réduire notre croissance économique, notre croissance purement matérielle, pour y substituer la notion d'une autre croissance celle de la culture, du bonheur, du bien-être. »³⁴ Alors que se déroule une Conférence de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur l'environnement, il pense que « l'Europe a une mission essentielle, elle peut obliger même les États-Unis et le Japon à la suivre ». Il n'est cependant pas suivi, son vice-président chargé de l'Économie et des Finances Raymond Barre, traducteur de Friedrich Hayek³⁵, s'oppose publiquement à lui et Valéry Giscard d'Estaing, alors Ministre des Finances et des Affaires économiques de la France, répond qu'il ne veut pas « devenir objecteur de croissance ».

La Conférence des Nations Unies sur l'Environnement Humain (CNUEH) qui se déroule à Stockholm adopte pour slogan officiel: « Une seule Terre! ». Un rapport préparatoire intitulé « Nous n'avons qu'une Terre »³⁶ est rédigé par Barbara Ward et René Dubos avec le concours d'un comité de 152 conseillers. Leur objectif est de fournir aux délégués un panorama complet des problèmes

29 *Ibidem*

30 *Ibidem*

31 *Ibidem*

32 HATZFELD, Hélène, « Une révolution culturelle du parti socialiste dans les années 1970? », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°96, octobre-décembre 2007, p.90.

33 Le vocabulaire utilisé est volontiers d'origine religieuse et témoigne du renversement radical de perspective.

34 MANSHOLT, Sicco, « Le chemin du bonheur », entretien réalisé par Josette ALIA, *Le Nouvel Observateur*, 12-18 juin 1972, pp.71-88.

35 HAYEK, Friedrich, *Scientisme et science sociale. Essai sur le mauvais usage de la raison*, Paris, Plon, 1953, 181p.

36 WARD, Barbara et DUBOS, René, *Nous n'avons qu'une Terre*, Paris, Denoël, 1972, 357p.

soulevés et de sensibiliser l' « opinion publique » mondiale. Ils constatent une double asymétrie: entre la technosphère et la biosphère d'une part; et entre les pays occidentaux et le Tiers Monde d'autre part. Ils souhaitent « *définir les modèles de comportement collectif qui permettent aux civilisations de continuer à s'épanouir* »³⁷. Mais, en pleine guerre du Vietnam, la guerre froide est un frein aux négociations. La Déclaration finale revient sur les causes de la dégradation de l'environnement: le développement et la pauvreté. Elle révèle l'intention de poursuivre le développement économique, mais annonce son souci de préserver l'environnement à l'aide de la politique, de la science et de la technique. Un organe spécifique est créé au sein de l'ONU pour se charger des questions environnementales: le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

À peine un an après la conférence de Stockholm, Maurice Strong – son secrétaire général et principal architecte – lance le concept d' « *écodéveloppement* », de suite repris et développé au symposium PNUE/CNUCED se tenant à Coyococ en 1974. Le PNUE charge alors l'équipe du Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), dirigée par Ignacy Sachs, de donner un contenu au mot. Sachs le définit comme une « *voie moyenne à égale distance des propositions extrêmes des malthusiens [et de celles] des chantres de l'abondance illimitée* »³⁸, qui comporte trois dimensions: autonomie des décisions, prise en charge équitable des besoins, prudence écologique. Mais l'écodéveloppement est supplanté par la notion de développement durable, théorisée dans le rapport Brundtland en 1987, qui repose sur trois piliers: la croissance économique, l'équité sociale (entre générations et à l'intérieur des générations) et le respect des systèmes naturels. C'est un glissement progressif de la « croissance zéro » vers l'écodéveloppement (qui réintroduit la problématique du développement) puis vers le développement durable (qui redonne à la croissance économique un rôle majeur)... L'élan initial s'essouffle donc face à l'impératif de retour à la croissance né du choc pétrolier d'octobre 1973.

Conclusion

Ce qui est marquant dans cet épisode historique, c'est d'abord que l'industrie automobile soit autant impliquée dans les débuts du Club de Rome. En effet, l'initiateur et président du Club de Rome, Aurelio Peccei, était l'un des dirigeants de Fiat, tandis que le rapport Meadows a été financé en partie par la fondation Volkswagen. C'est d'abord le signe d'une attitude réflexive de la modernité

37 WARD, Barbara et DUBOS, René, *Nous n'avons qu'une Terre*, Paris, Denoël, 1972, p.23.

38 Cité par VIVIEN, Franck-Dominique, *Le Développement soutenable*, Paris, La Découverte (2005), 2007, p.14.

occidentale symbolisée par la voiture individuelle³⁹, qu'atteste un article de Peccei paru en 1971 où il s'interroge: « L'automobile contre les hommes? »⁴⁰. Toutefois, ce n'est pas l'épuisement des ressources, notamment pétrolières, qui est pointé dans le rapport, mais la croissance démographique qui le rend inévitable. Soit une peur malthusienne réactivée en 1968 aux états-Unis par la publication du livre de Paul Ehrlich au titre évocateur: *La Bombe P* (P signifiant Population)⁴¹. Autre élément, il s'agit d'une expertise émanant d'un centre de recherche important, le MIT, bénéficiant du soutien d'élites regroupées au sein du Club de Rome et de la Commission européenne. Cette double spécificité du discours – à la fois discours de la science et discours des élites – contribue fortement à exacerber les crispations autour de ses conclusions auxquelles sont donnés tous les attributs de la crédibilité et de la légitimité.

Le Japan Prize décerné à Dennis Meadows en 2009 témoigne de l'actualité des thèses « zéguistes »⁴². À l'heure où la décroissance, à la fois slogan et concept, jaillit de nouveau dans le champ intellectuel et dans le champ politique (même sous la forme édulcorée proposée par Europe Écologie), peut-être est-il temps de donner un second souffle à ces idées anciennes et pourtant toujours neuves et d'entamer l'urgente bifurcation manquée la première fois.

Timothée Duverger,

Doctorant en histoire au Centre d'études des mondes modernes et contemporains (CEMMC) à l'Université Bordeaux 3.

39 Qu'on songe à l'article de Roland Barthes sur la Citroën DS « *l'équivalent assez exact des grandes cathédrales gothiques* ». BARTHES, Roland, *Mythologies* (1957), 2005, Paris, Seuil, pp. 140-142.

40 PECCEI, Aurelio, « L'automobile contre les hommes? », *Preuves*, n°6, 1971, pp.39-43.

41 EHRLICH, Paul, *The Population Bomb*, New-York, Ballantine Books, 1968, 223p.

42 L'expression, surtout utilisée pendant les débats autour du référendum de 1972, signifiait favorable à la croissance zéro, ZEG renvoyant à l'expression « *zero economic growth* ».